Qui est responsable des dérives de l'Union Européenne et que faire ?

Posté le : 25 juillet 2023 16:26 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

J'appartiens à la génération des Français nés pendant la guerre de 40 et pour qui la construction d'un ensemble européen pacifique avait un sens. Dans le petit ensemble des six pays fondateurs, dont un morceau d'Allemagne, pouvoir annoncer à tout membre de ces nations : « je ne te crains pas et tout membre d'une nation membre sera traité exactement comme un national sans aucune discrimination » était un acte fort et digne d'être soutenu voire fêté. De même, choisir de supprimer toutes les mesures sciemment discriminatoires dans les échanges de biens, de services, de capitaux et de personnes, dans l'ensemble ainsi constitué, était un bienfait.

En revanche, il n'était pas question d'abandonner les identités nationales, ni de fondre les législations, en privant chaque état de la possibilité de mener une politique nationale ou diplomatique spécifique. Organiser une coexistence pacifique, marquée par des projets communs et l'élimination de procédés anticoncurrentiels douteux, ne signifiait pas que les législations dussent être unifiées dans tous les domaines et qu'elles soient transférées à une instance « fédérale ».

Bien entendu, le projet européen de Monnet était entièrement soutenu et financé par les Etats-Unis dont l'objectif, après-guerre, était comme depuis des décennies, d'en finir avec les empires européens et d'assurer leur domination économique, monétaire, diplomatique et militaire. Mais réduire l'ambition des membres de la communauté économique européenne à la seule ambition de devenir une colonie américaine serait caricatural. Le Général de Gaulle, dont les difficultés avec les Etats-Unis sont connues, prendra de nombreuses mesures de correction de la trajectoire européenne, avec l'introduction au forceps de l'agriculture dans le schéma communautaire et, en France, il imposera la sortie du commandement intégré de l'OTAN. Mais il acceptera le traité de Rome et le marché commun qu'il créait.

On dira : il s'est trompé : Les autres pays étaient purement et simplement atlantistes et n'avaient nulle envie de contester leur vassalité. Le Bundestag videra de leurs substances les accords passés entre Adenauer et De Gaulle. Dès que le Général s'est attaqué au dollar, il s'est retrouvé avec une « révolution étudiante » à domicile, le premier exemple d'une « révolution de couleur » comme on dit maintenant. La volonté américaine d'imposer sa loi rejoignait la nécessité pour l'Allemagne de faire profil bas après les exactions sans nom de la période hitlérienne alors que le pays était coupé en deux.

Il reste que la volonté d'en finir avec des querelles tournant régulièrement au massacre depuis des décennies, et de mépriser les exaltations nationalistes du type Hitlérien et Mussolinien, basées sur la violence et les exactions guerrières, était profonde et partagée dans le cadre des six pays fondateurs.

En 1967, le mélange d'atlantisme et d'européisme fédéraliste qui régnait en Belgique ou en Italie, sur fond de lutte contre l'expansionnisme de l'URSS et du « socialisme réalisé » existait sous forme d'une faction « centriste », symbolisée un temps par Lecanuet. Directement soutenue par les Etats-Unis partout dans la CEE, cette mouvance était active. Mais elle n'était pas dominante.

L'Europe restait le champ d'initiatives de mises en commun, sans perte d'une vie politique

nationale, et sans volonté de nivellement. L'idée de « construction » de l'Europe ne signifiait pas « création des Etats-Unis d'Europe inféodée aux Etats-Unis ». Mais l'approfondissement de règles et d'associations utiles et la volonté, là où c'était nécessaire de laisser plus de libertés concrètes aux membres des pays unis

Permettre à un « étranger » de contracter librement dans tous les domaines ne va pas de soi. Aboutir à ce qu'il puisse s'installer partout en Europe, s'y loger, y créer des entreprises, s'y marier, y trouver un emploi, y ouvrir un compte en banque, payer ses impôts, léguer, exporter, importer, de façon libre et transparente sans procédures bureaucratiques éternelles, ce n'est pas simple. Réussir ce pari demandait du temps donc « une construction ». Bien sûr, il était possible d'obtenir des visas d'installation et d'arriver au même résultat sans structure multinationale.

La création d'un « espace de bonne volonté », concernant un ensemble de pays appliquant rigoureusement les mêmes règles aux étrangers communautaires qu'à ses nationaux, hors l'élection, et promouvant les relations faciles entre eux, ne pouvait nuire.

On voit bien après le Brexit, que le retour des visas, des pièges réglementaires, des barrières diverses, a détruit une bonne partie de ces bénéfices concrets de liberté et de facilité.

Mais il y a eu le Brexit et il ne s'est pas produit sans raison.

Les traités de Schengen et de Maastricht ont cassé l'optique communautaire, associant des pays restant libres de leurs options politiques et sociales internes, pour une unification législative, monétaire, économique et sociale envahissante. Plus de frontières, plus de monnaie, une langue anglaise comme base linguistique unifiée, plus de droit, les instances juridiques de l'Union décidant d'interpréter les principes de la déclaration des droits de l'homme, et l'obligation de transcrire dans la loi nationale toutes les règles régies par des ordonnances européennes courant par grignotage la totalité du spectre de l'action législative, cela signifie-t-il qu'il n'y a plus ni Etat autonome ni Nation ? Non, mais il faut pour résister à la pression une force politique à la tête de l'exécutif français particulièrement puissante. Si cette force ne s'applique pas alors oui, l'indépendance nationale et la vie nationale s'étiole et peut disparaître.

Giscard et Mitterrand ont voulu que la France entre intégralement dans un schéma européen contraignant. Chirac a cédé en faveur du traité de Maastricht. Et aucun n'a voulu montrer une quelconque résistance aux dynamiques ainsi créées. La vie politique française s'est effondrée aussitôt. Le sinistre Macron n'en fait pas mystère : la France, son drapeau et autres oripeaux de l'ancien temps, il n'en veut pas. Avoir commencé son quinquennat en allant faire sa révérence aux instances juridiques collectives, annonçait la suite : le drapeau européen seul à l'Arc de Triomphe ou sur la tour Eiffel, puis l'obligation des mairies d'afficher le drapeau européen ; l'affirmation d'une « citoyenneté » européenne ; les discours en « pidgin english » à tout propos ; l'abandon du Français en Europe et de plus en plus dans le champ de l'université, de la pub, des actes légaux etc. Tout le monde sait qu'il fait tout pour lui donner accès à son rêve d'après : devenir président élu de toute l'Europe. C'est pour cela qu'il s'est opposé à son arrivée au pouvoir au projet d'élection du président de la Commission au suffrage universel. Remplacer la présidente tournante par une présidente permanente, cela seul serait digne de son ego. Personne ne sait qu'il a profité de la présidence tournante de la France pour organiser partout des consultations de la jeunesse qui ont fait valoir qu'il fallait « un président élu pour l'Europe ». Cette ambition explique l'incroyable abandon des intérêts français au profit d'autres pays de l'Union et le refus de s'opposer à quoi que ce soit dans le processus des ordonnances européennes.

Avant lui, la forfaiture démocratique de Nicolas Sarkozy faisant voter à l'Assemblée les mesures que le non au traité « constitutionnel » européen avait rejetées ne cesse de produire ses effets délétères. Tout est désormais de guingois et les forces délétères qui ont prévalu jusqu'à la guerre de

quarante reprennent du service.

Le symbole de l'impuissance des institutions se trouve d'abord dans l'élection au Parlement européen. La campagne électorale n'a en général aucun sens. Et d'abord que veut-on dire lorsqu'on parle de « sens » dans une élection ? Précisons-le : une élection a un sens si elle permet de dire à la majorité ce dont elle ne veut pas ! Ce qui veut dire que les enjeux doivent être connus et qu'une majorité peut apparaître, qui conditionnera l'action de l'exécutif. Rien de tout cela n'est possible au Parlement européen. Les enjeux ne sont pas connus puisque les textes qui seront débattus seront proposés principalement pour ne pas dire exclusivement par la Commission qui a entière liberté dans ce domaine. Les élus, découpés en petits groupes par la proportionnelle, et souvent choisi sans critère politique clair par les partis, ont une place ridicule dans le parlement. Que peuvent faire 40 personnes dans un hémicycle de plus de 700 membres ? Comme ce ne sont pas des partis globaux avec des programmes globaux qui se présentent aux votes, aucun choix d'option n'est effectué par l'électeur. Il ne sera pas informé de ce qui est discuté à Bruxelles. Il ne saura même pas ce qu'a voté la liste qu'il a retenue ni même si elle a voté de façon commune. Il ne réalisera les conséquences de l'action de la Commission que lorsqu'il faudra retranscrire dans le droit national. Et on lui dira que la décision étant prise il est trop tard pour se réveiller et dire non.

Dans le processus, seul le Président de la République peut bloquer puisque tout projet finit par l'accord des exécutifs. Si, comme le président actuel, il a décidé de dire oui à tout sans baragouiner, l'électeur français voit l'Europe diriger sa vie sans même pouvoir s'exprimer. Même s'il le voulait, il aurait beaucoup de mal à bloquer une mesure qui a été avalisée d'abord par la Commission puis par le Parlement, en général sous l'influence des grandes associations et de la diplomatie américaine.

Comme l'Europe institutionnelle s'est affranchie des traités pour intervenir dans tous les domaines et avec un luxe de détail invraisemblable, la gouvernance française passe pour totalement impuissante même et y compris pour des décisions de la vie quotidienne la plus élémentaire et pire encore pour les décisions nationales critiques.

On voit que les instances européennes viennent de régenter dans un sens catastrophique l'activité agricole française, de supprimer les voitures thermiques à court terme, de manifester sa mauvaise humeur contre l'énergie nucléaire, de promouvoir le voile islamique comme preuve de liberté, en même temps que le droit européen interdit toute maîtrise des flux migratoires et des règles du commerce extérieur. L'Allemagne devenu le mastodonte de l'Europe reprend son rôle abusif en Europe centrale et ses excédents déments faussent totalement la gestion de l'Euro (les flux allemands représentent près de 80 % des flux de la BCE !). Sa représentante à la tête de la Commission se croit présidente des Etats-Unis d'Europe et s'agite sans mandat sur des questions qui ne sont pas de sa compétence comme la guerre en Ukraine. En même temps l'Union Européenne finance les mouvements wokistes en France y compris à l'université et dans les régions et municipalités !

The Economist nous apprend qu'Emmanuel Macron a décidé en catimini de changer radicalement les options traditionnelles de la diplomatie française en Europe très réticente à de nouveaux élargissements. L'intégration de l'Albanie, du Kosovo, de la macédoine du nord, de la Serbie, si elle le souhaite, ne saurait plus un problème. Aucun des médias français n'en parle alors que toutes les chancelleries ne bruissent que de ce revirement complet.

En fait Emmanuel Macron persiste dans la préparation de son job d'après : être le président élu de l'Europe entière. L'appoint de ces micro-états sera nécessaire ! L'intérêt de la France dans toute cette évolution majeure : nulle ! Même l'Ukraine est désormais acceptable comme membre à terme de l'Union. La question turque reste sous le boisseau. Son intégration demeure possible.

Ces évolutions délétères imposent une révision de la vision européenne de la France et cet exercice

s'impose aux partis en France notamment à LR qui a décidé de refonder les axes programmatiques fondamentaux de son action politique.

Si par principe, les dérives de l'Europe sont considérées comme des acquis et leur dénonciation comme un populisme de beaufs à béret et baguette, l'effondrement démocratique français est au bout du chemin. François Asselineau explique avec constance qu'on ne peut pas « changer l'Europe ni changer d'Europe », fruit d'un arbitrage complexe indestructible, et que le Frexit est la seule solution, comme les Britanniques l'ont bien compris. Ses arguments ne sont pas nuls. Il se moque avec raisons de toutes ces volontés affichées lors des élections européennes de proposer une « autre Europe » plus ou moins fantasmagorique : plus verte, plus sociale, plus féministe, plus modeste, moins américaine, etc. ad libitum. Quand une élection n'a pas d'enjeux, autant s'agiter dans l'affichage d'autant plus grandiose que le silence retombera dans la seconde qui suivra la promulgation des résultats.

Xavier Bellamy, une des rares pensées politiques en Europe, explique que les instances européennes dépassent en permanence les compétences que leur donnent les traités. Il cite le fait que le Parlement a voté 51% de résolutions hors du cadre des traités. Il donne de nombreux exemples significatifs où la Commission est parti dans des réglementations drastiques à partir de filaments de raisonnement hyper fins les rattachant très indirectement aux traités. Dans le même discours, il exonère les instances européennes en affirmant que ce sont les Etats qui le demandent. C'est donc la gouvernance nationale qui est coupable et lorsqu'elle s'exonère elle s'accuse.

Comment empêcher institutionnellement que l'Europe puisse ainsi grignoter les compétences nationales lorsqu'un hurluberlu européiste accède à la présidence française et laisse faire ou incite à de dessaisir de la souveraineté nationale ?

Existe-t-il réellement un chemin qui permette de redonner de l'indépendance au projet politique français quoi qu'il arrive sans pour cela sortir de l'Euro et de l'Europe ? Doit-on accepter qu'une clique de hauts fonctionnaires s'approprie tous les pouvoirs résiduels, en associant des inconnus interchangeables aux postes subalternes, tout en concédant tout à l'Union Européenne et ses instances, avec des élections qui ne décident jamais de rien sinon le « ranking des clans » comme on dit à Bruxelles.

Il n'y a plus de vie intellectuelle et artistique en France, dans un climat d'hyperfiscalité débilitante qui nous prive de liberté et de capacités économiques et sociales. La chanson française qui était la plus active dans le monde en 1960 n'existe pratiquement plus. Alors que dans les années cinquante la France comptait une pléiade d'écrivains de renom international, il n'y a plus que le malheureux Houellebecq. L'université française est quasi morte. L'étranger européen n'y vient plus, préférant le Royaume Uni, le Canada et même l'Espagne, quand les Etats-Unis ne sont pas accessibles financièrement, pour former ses élites. La vie politique se résume aux éléments de langage des médias conformes et aux pitreries grotesques et dangereuses d'un Mélenchon. On ne trouve plus un journal français dès qu'on sort de l'hexagone et l'étude du français est en train de sombrer partout.

Le constat est terrible : il n'y a plus de vie politique, devenue impossible, puisque la haute fonction publique ne veut rien lâcher de son emprise désormais totale et teintée de népotisme caractérisé et finalement accepte de se délester sur l'Europe de pratiquement toutes les questions importantes. Rien ne gêne plus un haut fonctionnaire que d'être responsable !

On voit bien que la renaissance française passe d'abord par la destruction du monopole politique construit par la haute fonction publique qui paralyse la démocratie et le retour à une pratique européenne qui réduit le champ des délégations au seul contenu explicite des traités, quitte à prendre les initiatives juridique et organisationnelles qui rendront cette orientation pérenne et indépendante du choix du président. On n'échappera pas à des réformes institutionnelles nationales visant

clairement les modalités d'interaction avec l'Europe. Nul n'est besoin de changer les traités européens ni d'enclencher un Frexit. La bataille est en France et sera la bataille de la France.

On voit moins bien quelle force politique dans le pays parviendra à imposer cette action. Ce devrait être un devoir pour un parti comme LR héritier du gaullisme. En ayant choisi Valérie Pécresse comme candidate aux dernières élections présidentielles et en annonçant Laurent Wauquiez pour la prochaine, après que Chirac a accepté Maastricht et que Sarkozy a trahi le non au referendum « constitutionnel » européen, LR montre que la perspective n'est pas évidente.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile